



PROJET EOLIEN DE L'OISELIERE (MEUSE - 55)

DOSSIER DE REPONSE AU PV DE SYNTHESE PHASE DE CONSULTATION DU PUBLIC

COMMUNES DE BOVEE SUR BARBOURE, DEMANGE-BAUDIGNECOURT ET MAUVAGES (55)

JANVIER 2026

Préambule

La société TotalEnergies, acteur majeur de la production d'électricité d'origine renouvelable, développe un projet éolien dans le département de la Meuse (55), sur les communes de Bovée-sur-Barboure, Demange-Baudignécourt et Mauvages.

Un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en date du 18/12/2024, avec l'ensemble des pièces requises par la réglementation en vigueur.

À la suite de la saisine du tribunal administratif par les services instructeurs, Monsieur Francis GERARD a été désigné commissaire enquêteur pour mener la phase de consultation du public conformément à la réglementation en vigueur.

Cette phase portant sur la demande d'autorisation environnementale de ce parc éolien a débuté le 15/10/2025 et s'est terminée le 15/01/2026. Elle a duré 93 jours.

En réponse au procès-verbal de synthèse réceptionné en main propre le 19/01/2026, TotalEnergies Renouvelables France (TotalEnergies dans la suite du document) souhaite apporter, par le présent document, des éléments de réponse aux observations émises durant l'enquête publique et aux questions du commissaire enquêteur.

PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

Référence : arrêté préfectoral n° 2025-1870 du 16 septembre 2025 de monsieur le préfet de la Meuse.

Nature de l'enquête : demande d'autorisation environnementale présentée par la société TotalEnergies Renouvelables France pour le projet éolien de l'Oiselière sur le territoire des communes de DEMANGE-BAUDIGNECOURT, de BOVEE-sur-BARBOURE et de MAUVAGES.

Durée de la consultation : du mercredi 15 octobre 2025 au jeudi 15 janvier 2026 inclus.

La population avait la possibilité de formuler ses observations durant toute la durée de la période de consultation sur le registre dématérialisé « <https://www.registre-dematerialise.fr/6682/> », sur l'adresse mail « consultation-du-public-6682@registre-dematerialise.fr », sur un registre en mairie de DEMANGE-BAUDIGNECOURT et par courrier à l'attention du commissaire enquêteur.

Bilan des avis des collectivités territoriales

Sur les 18 collectivités situées dans un rayon de 6 kilomètres autour du projet, 13 ont délibéré. Parmi elles, 09 ont émis un avis favorable, 03 un avis défavorable et 01 ne s'est pas prononcée. La plupart des avis exprimés ne sont pas accompagnés de justification à l'exception de la commune de Mauvages (objet de la question du commissaire enquêteur ci-dessous).

Bilan des contributions de la consultation publique

| N° ordre | Origine | | | Contributeur | Contributions liées |
|----------|-----------------|------------------------|----------|--|---------------------|
| | Registre papier | Registre dématérialisé | Courrier | | |
| 01 | X | | | SERROTI, Mireille | 04 |
| 02 | X | | | VAUTHIER Daniel Maire de Naives en Blois | |
| 03 | | X | | Anonyme | 06 |
| 04 | | X | | SERROTI, Mireille | 01 |
| 05 | | | X | ANDRE Jean-Claude Maire de Demange-Baudignécourt | |
| 06 | | X | | Anonyme | 03 |
| 07 | | X | | Lorraine association Nature | |
| 08 | | X | | CALIN, Paul | |

Analyse des contributions

| N° | CONTRIBUTEURS | | | AVIS | | IMPACT VISUEL | | BIODIVERSITE | NUISANCES | | RACCORDEMENT | MESURES D'ACCOMPAGNEMENT |
|--------|-----------------------------|-------|-----------------------|-----------|-------------|---------------|--------------------------|--------------|------------------------|----------------|--------------|--------------------------|
| | NOM | | | FAVORABLE | DEFAVORABLE | PAYSAGE | SATURATION ENCERCELEMENT | | ACOUSTIQUES INFRA-SONS | FLASH LUMINEUX | | |
| 1 et 4 | SERROTTI | | BOVEE | | X | X | X | | X | X | | |
| 2 | VAUTHIER | MAIRE | NAIVES EN BLOIS | | | | | | | | X | |
| 3 et 6 | Anonyme | | | | X | | X | | X | X | | |
| 5 | ANDRE | MAIRE | DEMANGE BAUDIGNECOURT | X | | | | | | | | X |
| 7 | Lorraine Association Nature | | CHAMPOUGNY | | X | | | X | | | | |
| 8 | CALIN, Guy | | | X | | | | | | | | |

Contributions n° 1 le 12 novembre 2025 (registre papier) et **04** le 05 janvier 2026 (registre dématérialisé) **formulées** par madame SERROTTI, Mireille de Bovée-sur-Barboure.

Contribution n° 01

J'ai consulté le dossier - Je suis totalement défavorable - Je ferais un courrier explicatif - Mireille Serrotti - 06 30 65 77 67 - on peut me contacter pour en parler

Contribution n° 04

Bonjour Les vœux 2026 Qu on nous laisse vivre au calme dans notre campagne. C est notre choix de vie. Mais depuis plus de 20 ans on est envahi par des parcs éoliens. On compte plusieurs centaines d éoliennes au alentour. Car on les voit partout et on les entend très bien selon le vent. De la terrasse du verger du jardin de la cuisine ... de partout c est les éoliennes et la nuit les flashes rouges Super comme environnement à la campagne! Marre.il y en a marre.cela pertube notre quotidien.

Personnellement j ai essayé l acupuncture. Le yoga.le qui gong. Le naturopathe et même l hypnose. Donnez moi une solution. Ah Je déménage ? On m avait dit tu finiras par les oublier Ou se balader au calme. Donnez moi des adresses...? Je suis Contre ce projet évidemment ! Les communes de Bovée et Mauvages Sont Contre et le projet continue quand même. !! Demange a déjà 12 éoliennes . Ca va s arrêter quand.? Passez votre chemin. On vous l a dit aux différentes réunions. D'ailleurs peu de personnes se déplacent. On a bien compris que c est inutile. Que faut il faire des manifestations Des associations des pétitions... Ca arrive dans notre secteur. A suivre... Une question Les 3 projets dans ce secteur sont ils réalisables? Ou il y aura un seul projet au final? Laissez des zones calmes Des poumons verts comme on dit. Ah j ai oublié : l argent! Si le bout de terre qu occupe lune éolienne rapportait autant que le bout terre de blé, il y aurait autant d éoliennes ? Que disent les propriétaires fonciers, Les agriculteurs ? Je suis ouverte à la discution. Mireille Serrotti Cordialement

Réponse du développeur :

Bonjour Madame Serrotti,

Le projet est éloigné de la commune de Bovée-sur-Barboure de plus de 2,5 km et possède peu de visibilité sur le village. Concernant le sujet du bruit, les éoliennes sont dorénavant équipées de dentelures à l'arrière des pâles permettant de briser le flux d'air lorsque la pale passe près du mât, réduisant ainsi les potentielles nuisances sonores d'environ 2 à 3 dB au pied de l'éolienne. De plus, l'intensité sonore décroît fortement avec la distance.

Les délibérations des communes sont jointes au dossier de consultation du public et transmises au préfet et constitueront un outil d'aide à la décision.

Sur la mobilisation autour du projet, plusieurs permanences et réunions ont été réalisées permettant aux riverains de se renseigner et de s'exprimer sur le projet.

L'estimation des effets cumulés des autres projets en page 382 de l'étude d'impact du projet (rédigée par le bureau d'étude indépendant Jacquel et Chatillon) présente des intensités jugées faibles. Les différents projets du secteur sont donc techniquement réalisables, mais il en va de la décision du préfet d'autoriser ces derniers.

Cordialement.

Contribution n° 2 formulée le 12 novembre 2025 (registre papier) par monsieur VAUTHIER, Daniel maire de la commune de Naives-en-Blois.

Je respecte les décisions des conseils municipaux de ce projet, par contre il ne faut surtout pas prévoir le passage des câbles électriques sur le territoire de Naives-en-Blois (trop de problèmes avec le dernier passage !)

Réponse du développeur :

Bonjour Monsieur Vauthier,

Nous avons pris bonne note de votre contribution.

Sachez qu'il est possible de demander à Enedis, qui s'occupe du trajet du câble de raccordement, d'éviter certaines zones.

Ceci pourra permettre d'éviter de reproduire des désagréments que vous avez subi précédemment.

Bien cordialement.

Contribution n° 3 le 19 novembre 2025 et **06** le 08 janvier 2026 **formulées** par une personne anonyme sur le registre dématérialisé.

Contribution n° 03

Je suis défavorable à ce projet comme à tout nouveau projet éolien.

Notre territoire a déjà largement contribué au développement de l'éolien. Qu'on se tourne dans n'importe quelle direction, notre regard se heurte à ces éoliennes de jour comme de nuit, nos oreilles entendent le bruit des éoliennes, les ombres des éoliennes rentrent dans nos maisons... Pour ceux qui comme moi ont fait le choix de la vie en milieu rural pour échapper aux nuisances sonores et visuelles de la ville, nous voici bien servis !

J'espère que le bon sens et l'envie de protéger notre milieu de vie l'emporteront sur l'appât de l'argent mais j'ai malheureusement peu d'espoir.

Réponse du développeur :

Bonjour,

Le projet éolien de L'Oiselière présente l'avantage d'être situé à distance des habitations (minimum 2,5 km) et possède peu de covisibilité car implanté sur un site entouré de boisements permettant de masquer le projet depuis les communes environnantes.

Les éoliennes sont dorénavant équipées de dentelures à l'arrière des pâles permettant de briser le flux d'air lorsque la pale passe près du mât, réduisant ainsi les potentielles nuisances sonores d'environ 2 à 3 dB au pied de l'éolienne. De plus, l'intensité sonore décroît fortement avec la distance.

Quant aux ombres portées, la distance aux habitations élevée et la présence de boisements sur les pourtours du relief autour duquel est implanté le projet permet d'éviter ce genre de phénomènes.

Bien cordialement.

Contribution n° 06

Bonjour,

Dans votre réponse du 25 novembre, vous dites avoir une distance minimale de 2.5km aux premières habitations, pourtant votre dossier précise que la première habitation se situe à 670 mètres. (j'ai pris la peine de lire un peu !) Amateurisme ou malhonnêteté ??

Dans les deux cas, ce n'est pas rassurant quand on sait que vous avez connu un accident le 6 décembre 2024 sur vos éoliennes de Rembercourt.

Il y a depuis quelques années pas mal d'accidents d'éoliennes dans Le département, (heureusement que) la densité de population est faible !

Réponse du développeur :

Bonjour,

En effet, la première habitation située dans la ferme de La Grangette est à 670 m du projet. Toutefois, cette dernière n'est pas habitée pour l'heure et appartient au propriétaire de l'assiette foncière sur laquelle sera en partie construit le projet éolien. Les premiers logements habités se situent bien à environ 2,5 km des premières machines.

Concernant l'incident de Rembercourt-Sommaise, une pale d'éolienne s'est en effet rompue et est tombée au sol sur la plateforme de la machine, ne causant que des dommages matériels. Une enquête a été ouverte du côté de nos spécialistes qui ont identifié la source de l'incident, nous permettant ainsi d'éviter à ce que cela ne se reproduise. De plus, les études de dangers permettent d'estimer des périmètres de sécurité autour des machines limitant ainsi les risques pour les personnes.

Cordialement.

Contribution n° 5 formulée le 05 janvier 2026 par monsieur ANDRE, Jean-Claude, maire de Demange-Baudignécourt par courrier insérée dans le registre « papier ».

Dans son courrier, le maire de la commune précise que (extraits) *« les mesures compensatoires proposées sont très insuffisantes et nous inviterons le porteur de projet à établir des propositions correspondantes à nos attentes notamment l'aménagement des chemins et le reboisement de parcelles forestières »*.

Réponse du développeur :

Bonjour Monsieur le Maire de Demange-Baudignécourt,

Les impacts résiduels sur le milieu naturel ont été estimés par le bureau d'étude indépendant Envol Environnement en charge du volet naturel de l'étude d'impact. En l'occurrence, ces derniers sont faibles à nuls et n'engendrent pas la mise en œuvre de mesures compensatoires.

Les mesures proposées sont proportionnées aux risques d'impacts.

Toutefois, concernant les mesures d'accompagnement nous sommes disposés à échanger avec vous et vos services pour le choix et les modalités de mise en place de celles-ci.

Cordialement.

Contribution n° 7 formulée le 09 janvier 2026 par l'association « Lorraine Association Nature » de Champougny (55).

Cette contribution est complétée par un document de 23 pages exploitable sur le registre dématérialisé.

Extraits :

Ce projet d'implantation d'éoliennes sur les communes de Demange-Baudignécourt, Mauvages et Bovée-sur-Barboure nous inquiète particulièrement car il pourrait s'avérer extrêmement dommageable pour les couples nicheurs de Milan royal et de Cigogne noire présents sur ce territoire.

Conclusion

- Considérant que le projet se situe dans le zonage sensible du Milan royal par rapport aux différents noyaux de population connus en Lorraine et dans une zone à enjeu très fort vis-à-vis de la Cigogne noire ;
- Considérant que les enjeux relatifs à la Cigogne noire ont été évalués à partir d'un protocole ne permettant pas d'avoir une analyse correcte du nombre de couples pouvant être impactés par ce parc en projet et que les niveaux d'enjeu indiqués sont donc bien inférieurs à ceux qu'ils sont en réalité ;
- Considérant que le bureau d'étude Envol Environnement a volontairement négligé l'impact de potentielles collisions et n'a pas considéré l'existence d'un effet barrière vis-à-vis de la Cigogne noire pour abaisser le niveau d'enjeu vis-à-vis de cette espèce ;
- Considérant qu'aucune mesure de bridage forte destinée à éliminer tout risque de collision avec ces espèces n'est proposée ;
- Considérant que le seul moyen de préserver le Milan royal ou la Cigogne noire dans le cas du présent projet est l'évitement ou un bridage total des machines durant la journée en période de nidification et de migration.

Nous demandons que ce projet de création du parc éolien de l'Oiselière soit refusé en l'état.

Si le projet va au-delà de la consultation publique, une demande de dérogation pour destruction d'espèces protégées devra être faite auprès du CNPN.

Réponse du développeur :

Bonjour,

Vous trouverez ci-après nos retours concernant vos différents points abordés.

Milan royal :

En période prénuptiale, le Milan royal a été contacté au sein du secteur d'étude avec un total de 9 individus sur l'ensemble de la saison. Les deux tiers des observations de l'espèce correspondent à des vols migratoires à haute altitude avec notamment le passage de 3 individus traversant la zone d'implantation potentielle le 3 mars 2023. Les autres observations correspondent à des individus en chasse au-dessus des milieux ouverts au Sud de l'aire d'étude intermédiaire.

En période de reproduction, 1 individu a été contacté en vol local au-dessus des cultures de la ZIP. Il n'a montré aucun intérêt pour le secteur d'étude.

En période postnuptiale, 13 individus ont été contactés en vol migratoire (12), et en vol/transit (1). La totalité des observations de l'espèce correspond à des vols migratoires d'altitude basse à moyenne dans la moitié Nord de l'aire d'étude intermédiaire. Quatre individus ont été observés traversant la zone d'implantation potentielle en direction du Sud-ouest le 27 septembre. Le même comportement a été observé par un autre individu le 7 novembre 2023. Les autres observations correspondent à des individus en migration à l'est et au Nord de l'aire d'étude intermédiaire. La vallée de la Barboure au Nord de l'aire d'étude intermédiaire, semble être un axe de migration privilégié par l'espèce.

Enfin, en période hivernale, l'intérêt de l'espèce pour la ZIP est très réduit pour le Milan royal (aucune observation de l'espèce).

Ces observations indiquent l'intérêt très réduit de la zone d'implantation potentielle pour le Milan royal.

Le protocole spécifique Milan royal-Cigogne noire corrobore ces éléments puisque la quasi-totalité des observations concerne des individus en vol de transit à basse altitude au droit de milieux ouverts localisés à plus de 3 kilomètres de la zone d'implantation potentielle en période hivernale. Ces observations s'apparentent à des individus en phase migratoire et viennent confirmer l'intérêt très réduit de la zone d'implantation potentielle pour le Milan royal. Aucun dortoir de l'espèce n'a pu être décelé lors des deux sessions d'expertise. Aucun nid de l'espèce n'a pu être mis en évidence.

En période nuptiale, la quasi-totalité des observations concerne des individus en chasse ou en vol local au droit de milieux ouverts localisés sur la moitié ouest de l'aire d'étude spécifique. Un individu a par ailleurs été observé posé dans une prairie à environ 4 kilomètres au Nord-est du projet.

Concernant les dates d'inventaires, nous rappelons que 2 passages terrain ont eu lieu les 3/03/23 et 15/03/23 dans le cadre des inventaires de l'avifaune pré-nuptiale. Le protocole spécifique Milan royal appliqué vient en complément des inventaires de la faune réalisés dans le cadre du Volet Naturel de l'Etude d'impact et ne sont pas dissociés l'un de l'autre mais bien complémentaires, ce qui permet une bonne représentativité des enjeux du site.

La présence d'un couple nicheur de Milans royaux à 2km est une information dont le bureau d'étude ne disposait pas au moment de la réalisation de l'étude, bien qu'il ait réuni de nombreuses données bibliographiques auprès des structures et associations du secteur au moment du démarrage de l'étude. Le bureau d'étude a fait appel à ses experts pour la réalisation de cette étude, réalisée dans les règles de l'art, tant au niveau du travail de terrain que de l'analyse et la rédaction qui en découlent.

Le niveau d'impact brut (avant mesures de réduction) en phase exploitation a été jugé "modéré" pour le Milan royal. Pour rappel, sur toute l'année, un total de 29 individus a été contacté durant les différents protocoles (9 en migration pré-nuptiale, 7 en période nuptiale, et 13 en migration post-nuptiale). Parmi ceux-ci, seulement 8 individus ont traversé la zone d'implantation potentielle en période migratoire (3 en pré-nuptiale et 5 en post-nuptiale).

Rappelons également qu'au sein de l'aire d'étude immédiate, seules les cultures représentent un intérêt pour le Milan royal (habitats de chasse, enjeu faible).

Les mesures ERC proposées sont proportionnées aux niveaux d'enjeux et aux niveaux d'impacts bruts (faibles en phase travaux, modérés en phase exploitation). Ainsi, pour répondre aux impacts bruts sur l'espèce, nous avons fait le choix de mettre en œuvre de nombreuses mesures pour limiter au maximum le risque de collision de l'espèce :

- ME1 : Evitement des sites à enjeux environnementaux majeurs
- ME2 : Optimisation du projet par rapport aux enjeux identifiés au cours de l'état initial
- MR2 : Obturation des aérations des nacelles par une grille anti-intrusion
- MR5 : Adaptation du calendrier de travaux
- MR7 : Mise en œuvre d'un suivi écologique de chantier
- MR9 : Réduction du risque de collisions lié à l'attractivité des zones d'implantation d'éoliennes
- MR10 : Régulation des éoliennes en faveur des chiroptères (mesure favorable également à l'avifaune)
- MR11 : Interdiction de certaines pratiques agricoles susceptibles d'attirer l'avifaune et les chiroptères
- MR12 : Arrêt des éoliennes suite aux travaux agricoles

Suite à la mise en œuvre de ces mesures, les incidences résiduelles sur l'espèces sont non significatives.

Concernant la mesure MR12, TotalEnergies a l'habitude de travailler avec les agriculteurs et met en place un bridage d'éoliennes au moment des moissons au travers de conventions. Cette convention d'engagement signée entre l'exploitant du parc et l'agriculteur consiste pour l'agriculteur à prévenir

TotalEnergies avant ses travaux agricoles de fenaison, afin que les éoliennes soient mises à l'arrêt pendant le jour des travaux et les 2 jours suivants. Le protocole signé par les 2 parties présente le contexte, l'objet du protocole, le type d'engagement, la durée, et la prise d'effet. Afin de garantir la mise en place de cette mesure, TotalEnergies peut également proposer une rémunération à l'agriculteur dans le cadre de ce protocole.

Depuis l'arrêté ministériel du 26 août 2011, modifié le 22 juin 2020 et actualisé en décembre 2021, un suivi environnemental doit être mis en place au moins une fois durant les douze premiers mois après la mise en service puis une fois tous les 10 ans. Ce suivi doit permettre d'estimer la mortalité des chauves-souris et des oiseaux due à la présence d'éoliennes.

Au vu des enjeux modérés pour l'espèce, de l'utilisation très réduite du site par l'espèce et des mesures d'évitement et de réduction mises en œuvre, le protocole proposé pour le suivi environnemental est le protocole national classique, qui paraît donc adapté et proportionné aux enjeux.

Enfin, TotalEnergies est allé plus loin que la réglementation en proposant une mesure de suivi supplémentaire pour l'avifaune : MS3 "Suivi des comportements de l'avifaune", afin d'étudier les comportements des individus et l'efficacité des mesures proposées.

Pour rappel, le porteur de projet a l'obligation réglementaire d'adapter les mesures mises en œuvre si les résultats ne sont pas satisfaisants. La mesure MS1 "Etude de la mortalité sur l'avifaune et les chiroptères" permettra de suivre les résultats des mesures écologiques mises en œuvre et mettre en place des mesures correctrices si besoin. Les rapports de suivi seront transmis chaque année aux services de l'Etat.

Cigogne noire :

Aire d'étude :

La Cigogne noire est une espèce nichant de façon préférentielle dans les grands ensembles forestiers de plus de 100 ha à proximité de cours d'eau qu'elle fréquente pour son alimentation. Même si elle peut s'éloigner à plus de 20 km de son nid, l'activité de la Cigogne noire se concentre dans les premiers kilomètres, et ce d'autant qu'elle y trouve des zones de chasse favorables (source : Parc éolien de Champ-Chardon (60) : note expertise et recommandations Cigogne noire, Ecosphère)

Aussi, le domaine vital de l'espèce est estimé à 80 000 ha (Christophe F. & Heck V., 2018), dont 9 000 ha exploités pour le mâle et 15 000 ha pour la femelle (ONF, 2001).

D'autres auteurs estiment le domaine vital entre 8 000 et 31 000 ha autour du nid, souvent entre 15 000 et 20 000 ha (Chapalain F. et al., 2018) (source : COEXISTENCE CIGOGNE NOIRE ET ÉOLIENNES Synthèse des connaissances bibliographiques Note rédigée par le Groupe de Travail national sur la Cigogne noire de France Energie Eolienne Réalisé en mai 2021 Mis à jour en août 2023)

L'augmentation de ses effectifs est constatée sur le territoire national comme au plan régional, mais est très lente. Elle est également en expansion géographique en France, la population française est estimée largement supérieure à 100 couples (Brossault, 2023), contre plus de 700 en Allemagne (Grüneberg et al., 2017). L'augmentation est générale en Europe et corroborée par l'augmentation des effectifs migrateurs, qui ont par exemple doublé entre 2011 et 2017 dans les cols pyrénéens (LPO Aquitaine, cité par Brossault, 2023).

Une réunion s'est tenue le 27/11/25 réunissant la Direction Eau et Biodiversité (DEB), la Direction générale de la prévention des risques (DGPR), la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), l'OFB, l'ADEME, l'ONF, les services déconcentrés de l'Etat (DREAL Bourgogne Franche-Comté), et

les Organisations professionnelles de la filière éolienne (France renouvelables, SER, WPD, BayWa r.e., EDF PS, Kallista Energy, Gérard Jadoul, expert Cigogne noire). Ce groupe de travail restreint de la Cigogne noire a permis des échanges de nature technique. Un consensus s'est dessiné sur le fait de ne pas définir une doctrine stricte d'interdiction d'éoliennes dans un rayon prédéfini autour d'un nid (actuellement de 10 à 20 km selon les jurisprudences), et de privilégier une approche écologique plus fine (désormais possible au vu des retours d'expériences disponibles), fondée notamment sur l'analyse des habitats favorables à la cigogne noire et de ses déplacements, en migration et journaliers, tenant compte des zones de nidification et de gagnage. Il s'agit d'une approche envisagée qui n'a pas fait l'objet de validation, et doit être discutée et validée par un groupe de travail élargi.

Ainsi, le rayon de 10km utilisé par le bureau d'études pour le protocole de l'étude de la Cigogne noire paraît adapté à l'espèce et son utilisation du territoire.

Risque de collisions et effet barrière :

Il n'existe à ce jour qu'une seule base de données en Europe sur les collisions. Il s'agit de celle publiée par l'Institut Ornithologique de l'état de Brandenburg (Dürr, 2023). Les cas de collision entre les éoliennes et les cigognes noires sont très rares avec 10 cas recensés jusqu'à présent dont 1 en France en septembre, 1 en Belgique fin juillet, 3 anciens cas en Espagne et 5 cas en Allemagne dont 4 entre fin juillet et septembre. Au regard de la taille de l'espèce et de la durée de la base de données (plus de 20 ans), on peut effectivement considérer que l'occurrence est très rare (source : Parc éolien de Champ-Chardon (60) : note expertise et recommandations Cigogne noire, Ecosphère)

Plusieurs articles mentionnent un effet « barrière » potentiel des parcs éoliens qui forcerait la cigogne à puiser davantage d'énergie pour éviter les obstacles et entraîner des dégâts sur l'individu, sur le reste de son trajet migratoire ou sur son succès reproducteur sur les sites de nidification. Or, il a également été souligné que la cigogne survole l'obstacle sans être obligée de changer la hauteur de son vol et même, le traverse lorsque les conditions de visibilité le permettent et que les éoliennes sont assez espacées. Cela a été corroboré par les premiers résultats d'une étude menée sur l'analyse des observations de Cigogne noire par un système de détection automatisé (SDA) sur un parc éolien de la région Grand Est. De plus, les parcs éoliens ne sont pas attrayants pour cette espèce qui les éviteraient, dans la mesure du possible (sources : synthèse bibliographique réalisée par France renouvelables et mise à jour en août 2023, relative à la coexistence entre la Cigogne noire et les éoliennes en France et en Europe, s'appuyant notamment sur une revue de la littérature scientifique disponible et sur des retours d'expériences de parcs éoliens européens, et rapport commandé par EDF Renouvelables et réalisé par Gérard Jadoul, expert international de la Cigogne noire).

Utilisation du territoire par l'espèce :

Concernant les conclusions sur l'utilisation du territoire par l'espèce présentées en page 153 de l'étude d'impact, aucune observation de l'espèce n'a été réalisée au sein de la zone d'implantation potentielle. En effet, les milieux cultivés ne présentent pas d'intérêt pour la Cigogne noire. L'espèce pourrait potentiellement transiter au-dessus de la zone d'implantation potentielle. Néanmoins les vallées de la Méholle au Nord-est, de la Barboure au Nord, de l'Ornain et de l'Ormançon au Sud-ouest du site d'étude sont sans doute privilégiées pour les déplacements de l'espèce.

Par ailleurs, le bureau d'études n'avait pas connaissance de l'existence de 2 nids occupés en 2025 dans un rayon de 20 km autour du projet, malgré sa prise de contacts auprès des associations du secteur pour récolter les données bibliographiques du site d'étude. Le protocole mis en œuvre est cohérent avec le protocole établi par France Energie Eolienne.

Mesures de réduction :

Rappelons qu'en période nuptiale, un individu a été observé en vol au-dessus du Haut Bois et se dirigeant vers le Ruisseau de Broussey à environ 4 kilomètres au Nord-est du projet, et qu'un autre individu a été observé posé sur la ripisylve de ce même ruisseau. Ce secteur de chasse est situé à l'ouest de la Forêt de Vaucouleurs. Il s'agit du plus grand massif feuillu dans les dix kilomètres autour du projet et la Cigogne noire pourrait y nicher. **Aucune observation de l'espèce n'a été réalisée au sein de la zone d'implantation potentielle. En effet, les milieux cultivés ne présentent pas d'intérêt pour la Cigogne noire.** Aucun contact de la Cigogne noire n'a été relevé lors des inventaires hivernaux. L'espèce n'hiverné probablement pas dans le secteur d'étude. De plus, aucun nid de l'espèce n'a pu être mis en évidence.

Ainsi, bien que l'espèce ait un niveau de patrimonialité fort, l'analyse de son utilisation du secteur d'étude réalisée sur 10km autour de la zone d'implantation potentielle tend à penser que l'espèce pourrait transiter au-dessus de la zone d'implantation potentielle, mais que les vallées de la Méholle au Nord-est, de la Barboure au Nord, de l'Ornain et de l'Ormançon au Sud-ouest du site d'étude sont sans doute privilégiées pour les déplacements de l'espèce.

Ainsi, aucune mesure n'est mise en place pour cette espèce.

Effets cumulés avec les autres parcs alentour :

Comme l'indique l'étude d'impacts, aucune mortalité de Cigogne noire n'a été inventoriée sur les parcs autour du projet de L'Oiselière, notamment les deux parcs éoliens du Charmois et de Delouze situés à moins de 3 kilomètres du projet de l'Oiselière. Ainsi aucun impact cumulé n'est attendu avec le parc de L'Oiselière.

Conclusion :

Ainsi, au vu des éléments ci-dessus, et dans la mesure où le projet n'induit pas de risque de mortalité, de perturbation ou de destruction d'habitats de nature à entraîner un impact résiduel suffisamment caractérisé, une demande de dérogation pour les espèces protégées au titre de l'article L.411.2 du Code de l'Environnement n'est pas nécessaire.

Contribution n° 8 formulée le 14 janvier 2026 par monsieur CALIN, Paul entrepreneur favorable au projet éolien.

Question du commissaire enquêteur :

Dans sa délibération du 24 octobre 2025, la municipalité de Mauvages émet un avis défavorable pour les raisons suivantes :

- division du projet initial dit « la Grangette ».
- projet non consenti par la commune de Mauvages, deux délibérations défavorables émises sur les différentes versions du projet.
- les communes de Mauvages et Bovée-sur-Barboure étant porteuses d'un projet éolien commun antérieur au projet de l'Oiselière.
- une incompatibilité des projets est évidente.
- les différentes réunions publiques organisées pour les communes de Mauvages et Bovée-sur-Barboure n'ont jamais fait mention d'autres projets.
- l'emplacement du projet de l'Oiselière ne permet pas d'optimiser les retombées économiques liées à la fiscalité et au forfait indemnitaire sur les deux communes concernées.
- ce projet ne tient pas compte des travaux de restructuration forestière en cours relatif aux accès et au peuplement.

Quels sont vos éléments de réponse vis-à-vis des arguments exprimés par cette municipalité ?

Réponse du développeur :

Monsieur le commissaire enquêteur,

Vous trouverez ci-après nos retours concernant les arguments exprimés par la municipalité de Mauvages.

Le projet éolien de L'Oiselière a en effet été séparé du projet initial de La Grangette (antérieur au projet porté par Bovée-sur-Barboure et Mauvages) car ils ne comportent pas les mêmes enjeux. Les deux projets ont donc suivi leur développement respectif à des rythmes différents mais en gardant du lien avec le territoire.

Les différents projets en développement dans le secteur ne sont pas incompatibles et peuvent être construits car les effets cumulés des différents projets ont été jugés faibles par le bureau d'étude indépendant Jacquel et Chatillon. Cependant, la décision de les autoriser tous ou partie reviendra au Préfet de département. Les délibérations des différentes communes rendues sur le projet éolien de L'Oiselière serviront également d'aide à la décision.

Les permanences publiques ayant été réalisées sur les communes de Bovée-sur-Barboure, Demange-Baudignécourt et Mauvages avaient pour objectif de présenter le projet de L'Oiselière et permettre aux riverains de s'informer sur ce projet. Une permanence a été organisée à Broussey-en-Blois pour présenter le projet de La Grangette dont les caractéristiques et le planning diffèrent de ceux de L'Oiselière. Néanmoins, le projet de L'Oiselière a été développé en prenant en compte les effets cumulés des autres projets. Ainsi, lors de toutes les permanences de TotalEnergies sur le territoire, nous avons pu répondre, dans la mesure de nos connaissances sur les autres projets, aux questions concernant le développement global de l'éolien sur le secteur.

Le choix de la zone d'implantation des machines du projet éolien de L'Oiselière a été réalisée de manière à minimiser les impacts sur l'environnement et la covisibilité et non pas pour optimiser les retombées économiques des communes, qui représenteront environ 20 000€/an pour la commune de Mauvages grâce aux différentes taxes et impôts liés à l'exploitation du parc éolien mais également des retombées économiques pour les entreprises locales. De plus, ce projet s'inscrit dans une politique nationale, régionale et départementale de transition énergétique avec des objectifs de développement

de l'éolien terrestre maintenus dans tous les documents de planification. Enfin, le projet éolien de L'Oiselière est situé sur une surface agricole exploitée, évitant ainsi les surfaces boisées et n'a donc pas d'impact sur les bois avoisinants.